



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

football

Question au Gouvernement n° 4056

Texte de la question

VIOLENCES À MARSEILLE EN MARGE DE L'EURO 2016

M. le président. La parole est à M. Patrick Mennucci, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Patrick Mennucci. J'associe à cette question notre collègue Henri Jibrayel. Des violences que vous avez vous-même qualifiées d'inacceptables, monsieur le ministre de l'intérieur, ont eu lieu dans le centre-ville de Marseille et au stade Vélodrome à la fin du match Angleterre-Russie, alors même que vous aviez fait mettre en place par la préfecture des Bouches-du-Rhône un dispositif de sécurité correctement dimensionné, ayant fait l'objet d'une concertation avec la municipalité de Marseille.

Je veux témoigner que les affrontements ont été contrôlés en quelques dizaines de minutes par les CRS postés sur le Vieux-Port. Méfions-nous de l'effet de répétition des images diffusées en boucle !

Je salue la réactivité et le courage des forces de l'ordre (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain*) qui ont réussi à séparer des milliers d'Anglais suralcoolisés et 150 Russes décidés à les battre comme plâtre pour asseoir la suprématie du hooliganisme russe constitué de groupes paramilitaires.

Je veux témoigner de l'efficacité des CRS qui ont immédiatement secouru le ressortissant britannique tabassé par des voyous russes en lui faisant un massage cardiaque, permettant que l'on tente de lui sauver la vie, ce que l'on fait précisément en ce moment à l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Je m'interroge sur la coopération des autorités russes, qui ont laissé passer plusieurs dizaines de hooligans ultra-violents, soutiens du régime, sans vous prévenir, alors que les Anglais ont retenu sur leur territoire national 3 000 hooligans, et sur la mansuétude de l'UEFA, qui vient d'infliger une exclusion temporaire...

M. le président. Merci, monsieur Mennucci. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Je répondrai très précisément à votre question, monsieur le député, ainsi qu'à toutes celles qui ne proviennent pas seulement de ces bancs, à propos des conditions dans lesquelles les forces de l'ordre sont intervenues samedi à Marseille. Des supporters ivres de bière se sont affrontés avec une violence extrême dans les rues de Marseille ; 1 000 policiers étaient présents et il aura fallu une heure et quart aux CRS pour mettre fin à ces affrontements.

Je salue vos remerciements à leur égard, à un moment où les forces de l'ordre sont très durement éprouvées, car elles méritent aussi qu'on leur rende justice lorsqu'elles interviennent dans des conditions difficiles. Il

convient également de ne pas leur imputer la violence émanant de personnes n'ayant plus aucun repère ni aucune notion de ce qu'est la culture du sport. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, ainsi que sur quelques bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.)*

Dans ce contexte, les élus marseillais ont été très dignes et je salue également les remerciements prononcés par le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, devant son conseil municipal. Il ne s'est pas laissé aller à des polémiques inutiles sur ces sujets et a rappelé le rôle et l'efficacité des forces de l'ordre. *(Mêmes mouvements.)*

Le problème qui se pose à présent est très concret : il faut empêcher ces hooligans de nuire. Au moment où je vous parle, monsieur Mennucci, une opération de police a lieu en vue de l'interpellation d'une quarantaine d'entre eux qui sont susceptibles d'avoir participé aux violences à Marseille afin qu'ils ne puissent plus récidiver, à l'occasion des matchs suivants, avec la même violence que celle que l'on a connue. Nous disposons de photos et de vidéos ; l'enquête judiciaire suit son cours et ils seront mis hors d'état de nuire. Par ailleurs, nous avons prévenu ces actes en liaison avec les autres pays de l'Union européenne...

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Mennucci](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4056

Rubrique : Sports

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 juin 2016](#)